



Luxembourg, le 14 AOÛT 2024

Monsieur Kevin Britz  
1, Rue Marie-Josée Deny  
**L-5692 ELVANGE**

**N/Réf.: 2024-001181**

### **Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » ;

Considérant la demande et les annexes du 12 juin 2024 versées par Monsieur Kevin Britz aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'organisation d'un festival du 16 au 18 août 2024 sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Schengen: section RB de Remerschen, sous les numéros 1587/5745, 1587/6515, 1587/6514, 1587/6688 et 1300/6520,

#### **Arrête :**

#### **Conditions**

- Article 1.-** La manifestation se déroule sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Schengen, section RB de Remerschen, sous les numéros 1587/5745, 1587/6515, 1587/6514, 1587/6688 et 1300/6520, conformément aux règles de bonne conduite signées de votre part.
- Article 2.-** La manifestation se déroule sur le site repris sur la carte topographique soumise.
- Article 3.-** Le nombre maximal de participants est limité à 500 personnes.
- Article 4.-** Le nombre de visiteurs du camping se limite à 50 personnes.
- Article 5.-** Il est interdit de faire du feu à moins qu'il ne s'agisse d'une place de feu aménagée et que le préposé de la nature et des forêts en ait donné son accord.
- Article 6.-** Les organisateurs prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter toute pollution du sol.
- Article 7.-** L'organisateur est responsable de tous les dégâts causés sur le site.
- Article 8.-** En cas de contrôle, l'organisateur doit présenter la présente autorisation, respectivement une copie.

**Article 9.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Schengen, tél : 621 202 112) est averti avant la manifestation et toutes les instructions que le préposé de la nature et des forêts se voit obligé de donner afin que la protection de l'environnement naturel soit assurée sont poursuivies.

**Article 10.-** Le présent accord ne vaut que pour la manifestation du 16 au 18 août 2024 et ne crée aucun droit à faire valoir ultérieurement.

### **Informations**

Il incombe à l'organisateur de la manifestation de s'assurer de la praticabilité et de la sécurité du site emprunté, notamment eu égard à la pratique de la chasse, aux travaux forestiers, aux travaux d'infrastructures et autres, tout en respectant scrupuleusement les mesures sanitaires en vigueur.

Il est également recommandé à l'organisateur de contracter une assurance RC garantissant la responsabilité civile des propriétaires fonciers par application des articles 1382 – 1386 du Code Civil.

L'Etat décline toute responsabilité en cas d'éventuels accidents survenus sur le site.

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises, notamment celle des propriétaires fonciers des terrains privés ou communaux qui seront traversés pour autant qu'il ne s'agisse pas de sentiers marqués officiellement.

Afin de garantir une prise de décision dans un délai raisonnable avant la manifestation, toute demande d'autorisation ultérieure doit être soumise au moins 6 mois avant la date de la manifestation.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

### **Recours**

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité



Gilles Biver  
Conseiller de Gouvernement 1<sup>ère</sup> classe

Copies pour information :

- Arrondissement EST
- Administration communale de SCHENGEN

